

Le grand invité Afrique

Rwanda : « Si la France avait été convaincue des risques d'un génocide, elle aurait pu persuader Habyarimana de faire marche arrière »

Laurent Correau

RFI, 7 avril 2024

Que savait la France de la mécanique génocidaire enclenchée au Rwanda au début des années 90 ? Pouvait-elle contrecarrer le projet des extrémistes du régime Habyarimana ? Ces questions ont été relancées par les propos d'Emmanuel Macron selon qui la France « *aurait pu arrêter le génocide* » des Tutsis, mais n'en a « *pas eu la volonté* ». Un homme détient une partie des réponses. Cet homme, c'est le général Jean Varret.

De 1990 à 1993, Jean Varret a été chef de la mission militaire de coopération. Il a vu des signes avant-coureurs des massacres au Rwanda, a tenté d'alerter, de s'opposer, mais il n'a pas été entendu. Il a même été mis à l'écart. C'est ce qu'il raconte à RFI, à l'occasion des trente ans du génocide des Tutsis au Rwanda, ce dimanche.

RFI : Le président Emmanuel Macron estime que la France aurait pu ar-



Le président rwandais, Juvenal Habyarimana est reçu par le président François Mitterrand à l'Élysée, le 17 juillet 1992 à Paris, France. Gamma-Rapho via Getty Images - William STEVENS

rêter les massacres lors du génocide des Tutsis, mais n'en a pas eu la volonté. Vous n'étiez plus sur place quand le génocide a démarré, mais diriez-vous que dans la période de 1990 à 1993, où vous étiez chef de la mission militaire de co-

opération au Rwanda, si les autorités avaient donné les bonnes instructions, on aurait pu endiguer la mécanique génocidaire.

Général Jean Varret : C'est certain. Absolument. Parce que la France était très proche du Rwanda et les deux présidents s'appréciaient, se téléphonaient. Mais, attention, il aurait fallu commencer tôt, c'est-à-dire dès 1989, 1990... Dates auxquelles le processus du génocide s'est mis en place, progressivement. Ça aurait été trop tard, en 1993. La machine était lancée. Mais je pense que, dès le départ, vers 1989-1990, la France, si elle était convaincue des risques d'un génocide, aurait pu persuader Habyarimana de faire marche arrière.

Est-ce que les signes étaient clairs, à cette époque-là, du risque de génocide ?

Ces signes étaient clairs pour peu de monde. Un chef de coopération militaire a 26 pays et, dans chaque pays, il y a un colonel. Dans le cas du Rwanda, il y avait un colonel, qui s'appelle René Galinié, et ce monsieur était en place depuis deux ans quand j'ai pris mes fonctions en 1990. Donc il connaissait très bien le Rwanda et avait très vite vu des signes avant-coureurs d'un risque à soutenir la politique française menée au Rwanda. Il m'en a fait part dès que j'ai pris mes fonctions, au travers d'écrits, au travers de coups de fil, etc. Je me suis rendu sur place très vite, avant la fin de l'année 1990. Et là, il m'a expliqué -très clairement- les dérives possibles de notre politique française. Donc, lui était déjà très sensibilisé et je dois dire que ses arguments m'avaient convaincu. J'ai multiplié les allers-retours. Je crois qu'en l'espace

de six mois, je suis allé quatre fois au Rwanda. À chaque fois, j'ai pu constater que René Galinié avait raison.

Que vous disait précisément René Galinié sur les risques qui existaient ?

René Galinié me disait que le pouvoir hutu devenait un pouvoir dictatorial et considérait que la minorité tutsi était les ennemis des Hutus. Or, Galinié, très tôt, m'a dit, le gouvernement français - enfin, l'équipe dirigeante française - considère, comme les Hutus, que les Tutsis sont des ennemis. Galinié, là-dessus, m'a convaincu très vite que la politique de la France considérant les Tutsis comme ses ennemis était erronée. Jusqu'au jour, très tôt d'ailleurs, autour du deuxième voyage que j'ai fait, où le chef d'état-major m'a demandé d'aller à une réunion qu'il avait montée avec les gendarmes. Et là, le chef de la gendarmerie, un certain Rwagafilita, me demande des mitrailleuses, des mortiers... Alors, j'ai dit : « *Mais la coopération militaire française n'est pas là pour équiper la gendarmerie comme une armée ! Moi, je veux bien vous donner des gilets pare-balles, des casques, des grenades lacrymogènes et continuer à vous former au maintien de l'ordre, à la lutte, peut-être, contre les manifestations, s'il y en a, en particulier des Tutsis, mais certainement pas des armes de guerre !* » Devant la sécheresse de mes réponses, le chef d'état-major dit que la réunion est terminée et le chef des gendarmes demande simplement à me voir en tête-à-tête, si je suis d'accord. Et là, il me dit froidement : « *Écoutez, si je vous ai demandé ces armes létales, ces armes de guerre, c'est parce que nous allons participer, nous gendarmes, avec l'armée rwandaise, l'armée hu-*

tue, à la liquidation de tous les Tutsis. » « Comment, je dis, tous les Tutsis ? » « Oui, les femmes, les enfants, les vieillards, tous ceux qui sont sur place. Rassurez-vous, ça ira assez vite, ils ne sont pas très nombreux. »

Il emploie ces mots : « Nous allons participer à la liquidation de tous les Tutsis. »

Oui, c'est la phrase exacte, je l'ai toujours en mémoire. Et la phrase complémentaire : « *Rassurez-vous, ce sera vite fait. Ils ne sont pas très nombreux.* »

Vous prévenez Paris de cet entretien ?

Alors, évidemment, je prenais l'avion quelques heures après pour retourner en France. Et je demande immédiatement à voir Habyarimana lui-même, le président, qui m'avait déjà reçu pour me demander différents apports d'armements et autres, il demandait une augmentation de la coopération militaire. Je demande à le voir et je passe voir l'ambassadeur, qui s'appelle monsieur Martre à l'époque, je lui dis ce que je viens d'entendre et je demande à aller voir Habyarimana. L'ambassadeur me dit : « *Allez-y, je n'ai pas le temps d'y aller, je ne peux pas.* » Je vois Habyarimana, non pas au palais, mais chez lui, car il était tard. Je dis ce que vient de me dire Rwagafilita. Et là, il se lève, furieux, et il me dit : « *Il vous a dit ça, ce con-là ?* » Toujours la phrase exacte... Je dis « *Oui !* » « *Eh bien, je le vide.* » D'abord, il n'a pas été vidé. Je ne sais pas s'il était furieux parce que Rwagafilita avait vendu un projet secret ou, simplement, parce qu'il trouvait que ce n'était pas à lui de dire ça... Je ne sais pas, mais, enfin, il était furieux. Dans l'avion, je

rédige un télégramme, un TD secret-défense, que j'adresse à mon ministre -au ministre des Armées- et à l'état-major particulier du président.

Quel est le retour qui vous est fait des autorités françaises sur ce télégramme diplomatique ?

Aucun. Aucune réponse. On ne me dit pas que j'ai tort. On ne me dit pas que c'est faux. Apparemment, on n'en tient pas compte. Je dis bien « *apparemment* ». Mais ce télégramme a été lu puisque, très longtemps après, un des lecteurs m'en a fait allusion.

Est-ce qu'il y a d'autres situations qui vous ont alarmé ?

Oui, parce qu'après, quand je retournais au Rwanda ou quand je communiquais avec Galinié, les massacres des Tutsis commençaient, en particulier au nord-est du pays, c'est-à-dire dans le fief des Hutus extrémistes. Et puis dans le sud, et ça touchait aussi les Hutus modérés. Donc les massacres se multipliaient. Parallèlement, la pression de l'état-major particulier du président français s'accroissait sur moi pour que je réponde positivement aux demandes de renforcement militaire de la coopération. Ces deux contradictions me montraient que la situation devenait très grave.

Tous les éléments dont vous disposez veulent dire que les autorités à Paris savent donc ce qui se trame ?

Je ne sais pas s'ils savent ce qui se trame. Enfin, Galinié et moi, on l'a dit. On l'a dit oralement, dans la cellule de crise, et on l'a dit par écrit. Mais on n'est pas cru. Je pense que ni Galinié, ni moi, ni même un rédacteur du Quai d'Orsay qui s'appelait Antoine Anfré

[Antoine Anfré a depuis été nommé ambassadeur de France au Rwanda, en juin 2021, NDLR]. Ce rédacteur avait senti la chose, mais il n'a pas été écouté. Galinié et moi, nous n'avons pas été écoutés. Je pense qu'on était minoritaires, tellement minoritaires que nos voix n'étaient pas audibles.

Justement, lors des réunions de la cellule de crise auxquelles vous participez par la suite, quelle est l'attitude que vous tenez et quel est l'accueil que vous recevez ?

Alors, dans les cellules de crise, il y avait le représentant du Quai d'Orsay, le représentant de la défense, le représentant de la coopération (en général, c'était moi) et puis le représentant de l'Élysée, le chef d'état-major (ou son adjoint) de l'état-major particulier du président. Dans ces réunions, on discutait de l'apport, du renfort, de l'aide qu'on devait apporter au gouvernement rwandais dans ses combats contre les Tutsis. Et moi, à chaque fois, je disais « *Non, ce n'est pas la peine de leur envoyer des canons de plus. Non, il ne faut pas leur envoyer des mitrailleuses de plus, etc.* ».

Au bout d'un moment, on ne tenait plus compte de mes restrictions. Au contraire, on m'enlevait des prérogatives que le chef de coopération militaire a, c'est-à-dire, dans les pays du champ, tous les militaires qui sont sur place dépendent de lui. C'est comme cela que des unités spéciales qui étaient dans un camp au Rwanda, chargées de former des cadres hutus, j'apprends que ces unités spéciales, qui étaient sous mes ordres, avaient été faire une reconnaissance en Ouganda en franchissant la frontière sans mon autorisation.

Donc, non seulement, je les engueule, mais je fais également une information en disant que c'est inadmissible que cette unité ait transgressé mes ordres. Quand je rentre à Paris, j'ai un télégramme sur mon bureau disant que les unités spéciales mises dans le camp de Gabisiro ne sont plus sous vos ordres. Donc, petit à petit, je comprends que non seulement je ne suis pas écouté, mais que je gêne. Je ne suis plus convoqué aux cellules de crise. En mon absence, certains ont dit : « *méfiez-vous de Varret* », autrement dit, ne l'écoutez pas.

Avant la fin de ma troisième année, le ministre, très gêné, me dit : « *Je viens d'apprendre que vous êtes remis à la disposition du ministre de la Défense, que vous quittez vos fonctions et que vous êtes remplacé par ce jeune général.* » J'appelle la Défense qui me dit : « *Effectivement, vous allez être nommé gouverneur militaire du nord de la France.* » Et moi, je dis non, je ne veux pas, je n'ai pas été écouté, je demande ma démission. Ma démission, il fallait que ce soit le président qui la signe. Le président refuse de me la signer et me convoque à l'Élysée à deux reprises pour me dire : « *Je ne veux pas que vous démissionniez.* »

Lassé de prêcher dans le désert, lassé de ne pas être écouté et de ne pas être cru, lassé d'être mis de côté, je suis parti un an avant le génocide et j'ai volontairement fermé toutes les informations que j'avais, fermé [cessé] de m'intéresser au Rwanda. Si ce n'est que, quand le génocide s'est déclenché, j'ai essayé de contacter le président Mitterrand, ce que j'ai fait par une personne interposée. Et je lui ai fait dire : « *Pourquoi n'avez-vous pas tenu compte de mes télégrammes ?* » Et la ré-

ponse de Mitterrand, qui a été immédiate : « *Je n'ai pas vu vos télégrammes.* » Vrai ou faux ? Je n'en sais rien, mais pour moi, l'affaire se conclut comme cela.

Qui balayait le plus souvent vos réserves lors de ces discussions de la cellule de crise ?

Je dois dire, un peu tout le monde, mais, certainement, en priorité, l'état-major particulier du président.

Pourquoi, selon vous, les alertes que vous avez lancées n'ont-elles pas été entendues ?

Je pense simplement que je n'étais pas audible. Parce que je m'apercevais que, dans les réunions de crise, tout le monde était sur une même ligne. C'est-à-dire le Quai d'Orsay, la Défense, l'état-major particulier. C'est au travers de ces trois entités que se réglaient les problèmes du champ. Je n'étais pas audible parce que les trois entités que je cite étaient toutes sur la même ligne que le président Mitterrand. Et le président Mitterrand m'avait expliqué, quelques années avant, en Afrique, quelle était sa politique africaine. Sa politique africaine, c'était permettre à la France d'avoir, à l'ONU, des pays qui votaient comme elle, ce qu'on appelait « les pays du champ », et d'avoir donc du poids face aux États-Unis. Dans le cas du Rwanda, le président Mitterrand voulait absolument que le Rwanda reste francophone, au travers des Hutus, car ils étaient menacés par

les anglophones, qui étaient les Tutsis équipés, armés et formés par les anglo-saxons. Car je rappelle que Kagame, le président actuel, était allé à l'école de guerre américaine et était allé dans les écoles anglaises de l'Ouganda.

C'était le regard que le président français François Mitterrand portait sur la situation au Rwanda ?

Oui, et personne autre que moi, à l'époque, à mon niveau, personne ne disait au président que dans le cas du Rwanda, cette politique pouvait amener des catastrophes. Tout le monde disait ce que Mitterrand voulait entendre.

Il y avait une volonté de plaire au prince, vous pensez ? Ou alors, c'est parce qu'il y avait une conviction qui allait dans le même sens que celle du président Mitterrand.

Certainement les deux. Il y avait quand même une conviction que Mitterrand avait raison. Et puis, une part que je ne peux pas évaluer, une part de flagornerie. Il était difficile de dire au président qu'on n'était pas d'accord. Je pense que le président avait une autorité indiscutable et un certain charisme qui faisaient que son entourage n'osait pas lui dire qu'il partait sur une fausse route.

Le général Jean Varret a signé un livre d'entretiens avec le journaliste Laurent Larcher intitulé *Souviens-toi*, publié aux éditions Les Arènes.